

BLOCAGE DU DOSSIER**SAHRAOUI****L'inquiétude
des instances
internationales**

Une grande tension règne autour du dossier du Sahara occidental. Les derniers développements qu'a enregistrés la question soulèvent une très grande inquiétude des instances internationales telles que le Conseil de sécurité des Nations-Unies, contraint à tenir une réunion urgente ce vendredi. L'initiative a été soutenue par l'Union africaine signataire, avec l'ONU, de l'accord de cessez-le feu en 1991 entre le Front Polisario et le Maroc en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Dictée par l'urgence de la situation, le Conseil de sécurité des Nations-Unies s'est donc réuni à la demande de l'Uruguay et du Venezuela. Objectif : rendre compte du drame des réfugiés sahraouis et celui des droits de l'Homme dans les territoires occupés par le Maroc et présenter le rapport de Christopher Ross au sujet des dernières mesures prises par les autorités marocaines contre la Minurso (Mission des Nations-Unies). On se souvient que 83 membres de la mission onusienne avaient été expulsés des territoires sous occupation marocaine suite aux propos tenus par Ban Ki-moon lors de sa visite au Sahara occidental et en Algérie. Le SG des Nations-Unies s'était exprimé en faveur d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui et s'était ému de la situation des réfugiés.

A plusieurs reprises, il avait également fait part de sa préoccupation au sujet des droits de l'Homme à El-Ayoun où il avait été empêché de se rendre. Mohammed VI avait également refusé de le recevoir à Rabat, une destination préalablement inscrite dans le déplacement de Ban Ki-moon, sous prétexte d'un voyage à l'étranger. Depuis, la tension n'a fait que monter : après une mise au point virulente aux Nations-Unies, Mohammed VI a organisé à Rabat une marche en protestation aux propos du SG de l'ONU, lequel a appelé les Marocains à respecter les Nations-Unies et sa personne. L'appel n'a pas fléchi les positions du roi de Maroc qui est alors allé crescendo en expulsant donc des membres de la Minurso et en annonçant son intention de fermer le bureau de cette mission à Dakhla, dans les territoires occupés. Plus grave encore, les autorités marocaines ont transmis officiellement leur refus de s'engager dans des négociations avec les responsables sahraouis, optant définitivement pour la «troisième voie» une sorte d'autonomie sahraouie sous contrôle marocain.

Et cela ne s'arrête pas là. Il y a quelques jours, le collectif international de juristes qui soutient les prisonniers politiques sahraouis à Gdeim Izik a été arrêté à Rabat. Avant eux, deux juristes espagnols qui enquêtaient sur les droits de l'Homme avaient eux aussi été arrêtés et expulsés sous prétexte qu'ils constituaient une «menace imminente pour le Maroc».

L'affaire reprise dans toute la presse espagnole a soulevé un tollé au sein des associations de juristes espagnoles qui promettent une réaction à la mesure de l'événement. L'attitude du Maroc, et le blocage du dossier sahraoui soulèvent, de ce fait, une très vive inquiétude au sein des instances internationales. La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'est donc tenue ce vendredi est la cinquième du genre en ce mois d'avril. Initialement prévu lors de cette réunion, le rapport tant attendu de Ban Ki-moon sera, quant à lui, présenté à la mi-avril. D'autre part, le Conseil de sécurité consacrera à la fin du mois une séance consacrée à la prorogation du mandat de la Minurso.

Il faut savoir aussi que le Conseil de l'Union africaine pour la paix et la sécurité a publié un communiqué qui appelle le Conseil de sécurité à «assumer pleinement ses responsabilités afin d'exiger du Maroc l'annulation de la décision d'expulser le personnel de la Minurso et de réaffirmer le mandat de cette mission».

L'Union africaine souligne enfin que la décision du Maroc «aggrave l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix, ravive les tensions au Sahara occidental et menace la sécurité régionale au moment où la communauté internationale se mobilise pour trouver une solution à ce conflit».

A. C.

MÉDECINE GÉNÉRALE**Vers une spécialisation
de la filière**

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et son homologue de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ont engagé une réflexion sur la spécialisation de la médecine générale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Pour valoriser la profession du médecin généraliste, le syndicat de cette profession a toujours revendiqué la spécialisation de la filière. Le projet pourrait bien aboutir puisque selon Nacer Grim, conseiller au cabinet du ministre de la Santé, la spécialisation de la médecine générale «n'est pas à exclure».

S'exprimant, hier, en marge de la douzième édition du Forum national de l'omnipraticien, M. Grim a indiqué que le ministère de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur sont en train d'explorer cette piste. «Nous avons spécialisé le paramédical, alors pourquoi pas le médecin généraliste pour pouvoir offrir des soins de qualité ?», a indiqué l'intervenant.

La mise à niveau des programmes est également un chantier que les deux départements ont ouvert. «Les programmes doivent être en conformité avec les nouvelles pathologies», estime ce responsable. Selon Salah Laâouar, président du Syndicat national des médecins généralistes, la médecine générale est une spécialité à travers le monde dont le parcours des études se fait en une période de neuf ans. En Algérie, dit-il, le syndicat a demandé



Le médecin généraliste, un pivot pour la prise en charge du malade.

huit ou neuf ans d'études et deux ans de formation pour les praticiens déjà en exercice. Par ailleurs, le ministre de la Santé, dans son discours d'ouverture lu par son conseiller a indiqué que «l'approche innovante de création de circonscription sanitaire dans le nouveau projet de loi, place le malade au centre de nos préoccupations et le médecin généraliste comme pivot pour sa prise en charge, et consacre pour la première fois la notion du médecin référent».

C'est au médecin généraliste, estime le ministre de la Santé, que revient à la charge de bien réguler la prise en charge du malade et d'en assurer la continuité des soins. La 12^e édition du

forum était essentiellement axée sur la formation continue du médecin généraliste et à la prise en charge des maladies chroniques pour améliorer les compétences des médecins et la qualité des prestations. A ce sujet, Nacer Grim a rappelé qu'en une année, pas moins de 100 000 médecins généralistes ont bénéficié de la progression de carrière.

La formation sur le certificat d'études spécialisées (CES), ajoute-t-il, a été relancée pour toucher les domaines de l'oncologie, la gynécologie obstétrique et les urgences médicales. Le diabète sera la prochaine pathologie ciblée par cette formation.

S. A.

RÉALISATION DU NOUVEAU MARCHÉ DE BABA ALI**Magro se chargera de la collecte
financière et de la réalisation**

C'est la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros des fruits et légumes (Magro), qui aura la charge de gérer la «collecte et la réalisation du futur marché de gros des produits agroalimentaires» au niveau de la localité de Baba Ali. C'est l'idée clé autour de laquelle s'est tenue ce matin au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), une réunion entre les représentants de cette organisation et ceux du département du commerce ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il s'agit, selon le président de l'UGCAA, M. Salah Souilah, d'une simple «mise au point adressée à toutes les parties et lever ainsi les équivoques dans le but de rentrer de plain-pied dans l'opération de cet important projet».

Pour ce responsable, c'est la structure Magro qui sera l'interface entre le département du commerce et l'UGCAA, «tel que convenu lors de la dernière rencontre». Lors de la dernière rencontre qui s'est tenue en présence du premier responsable du département du commerce et des représentants de l'UGCAA, il a été convenu «que les commerçants prendront en charge le financement du projet de créer une entreprise qui s'oc-

cupera du design et de la réalisation, selon le ministre qui a annoncé également l'association de la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros des fruits et légumes (Magro) qui détient une expérience dans la réalisation de ces projets».

M. Belaib a indiqué lors de cette rencontre qu'une assiette foncière de 80 hectares à Baba Ali (Birtouta), à proximité de l'autoroute, pour abriter cet espace commercial qui sera réalisé conformément aux critères internationaux. Un marché de gros de produits alimentaires à Baba Ali en remplacement de celui se trouvant actuellement à Gué-de-Constantine (ex-Semar). Il a été indiqué par ailleurs lors de la rencontre d'hier qu'il n'est pas exclu «la possibilité d'une

contribution du gouvernement à la réalisation du marché si les commerçants ne parvenaient pas à assurer son financement intégral, affirmant qu'il suivra personnellement la réalisation de cet espace commercial pour aplanir tous les obstacles qui entraveraient sa réalisation, conformément aux instructions du Premier ministre, Abdelmalek Sellal».

Lors de la précédente rencontre, le ministre du Commerce avait souligné que la réalisation de ce marché était une expérience pilote pour la réalisation, à l'avenir, d'autres marchés similaires dans le but de mettre fin définitivement aux marchés informels. Le marché situé dans la localité de Semmar est considéré comme le plus important marché de produits alimentaires. Il compte en son sein 800 commerçants et offre plus de 20 000 emplois, selon les chiffres avancés par l'UGCAA.

Cependant, la direction a constaté que, pour différentes raisons, de nombreux commerçants ne possédaient pas de registre de commerce. Aussi, elle a décidé d'élaborer deux listes, la première

comportant les noms de commerçants ayant un registre de commerce de façon régulière et la deuxième, les noms de ceux n'ayant pas renouvelé leurs registres. La deuxième liste sera étudiée au cas par cas pour s'assurer de l'habilité des commerçants à bénéficier d'un local au marché de Baba Ali. M. Belaib a insisté dans ce sens sur la nécessité de construire un marché qui peut accueillir tous les commerçants détenant un registre de commerce pour pouvoir ensuite étudier les cas des autres et d'intégrer ceux qui le méritent dans la nouvelle structure. A travers cette «délocalisation», l'Etat veut, semble passer à une vitesse supérieure dans l'éradication de l'informel et son intégration dans le circuit légal.

En effet, ce plus grand comptoir de la capitale, fournissant les vivres aux wilayas du centre et employant plus de 20 000 travailleurs, reflète, à la fois, l'essor du marché informel, l'anarchie qui caractérise la distribution et renseigne, surtout, sur le flot de liquidité qui échappe à tous les contrôles.

A. B.